

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 182/04

ASA 13/010/2004 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES DE TORTURE

BANGLADESH

Qazi Faruque Ahmed (h)
David William Biswas (h)

Londres, le 24 mai 2004

Qazi Faruque Ahmed et David William Biswas, membres de premier plan d'une organisation non gouvernementale (ONG) qui promeut le développement durable, ont été arrêtés le 22 mai. Ils sont détenus au secret et risquent fortement d'être soumis à la torture.

Il s'agit, respectivement, du président et du vice-président d'une des plus importantes ONG bangladaises d'aide au développement, *Proshika*, (« un centre de développement humain »). Cette organisation est la cible d'actes de harcèlement manifestement motivés par des considérations politiques, parce qu'elle est soupçonnée d'avoir pris part à des activités politiques. Qazi Faruque Ahmed a été appréhendé à la Cour suprême, à Dacca, la capitale du pays, où il était venu pour obtenir la garantie que les responsables de *Proshika* ne seraient pas arrêtés et que la police n'effectuerait pas de descente dans les bureaux de l'ONG. David William Biswas a également été interpellé à Dacca, dans un autre endroit de la ville.

La police a présenté les deux hommes devant une instance juridique le lendemain de leur arrestation. Qazi Faruque Ahmed a vu sa garde à vue prolongée de trois jours, et David William Biswas est en prison, en détention provisoire. Ils seraient tous deux détenus au secret. Amnesty International a recensé de très nombreux cas de tortures infligées par la police dans le but d'arracher des « aveux » aux détenus.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Après les élections législatives d'octobre 2001, les autorités bangladaises auraient bloqué les dons reçus par *Proshika*, un centre de développement humain, et ouvert une enquête sur cette ONG qu'elles disent soupçonner d'irrégularités financières. L'organisation était particulièrement inquiète quant au manque de transparence des investigations. Les donateurs ont fait part de leur préoccupation aux autorités, jugeant que l'arrêt total du programme de l'ONG pendant la durée de l'enquête était dénué de tout fondement, car il priverait des milliers de personnes de l'aide financée par les donateurs. Malgré tout, les fonds de l'organisation n'ont pas été dégelés. Ces dernières semaines, les autorités auraient accusé *Proshika* d'avoir adopté une position antigouvernementale lors d'une série de grèves générales ; cette campagne, menée par l'opposition, visait à renverser le gouvernement en place. *Proshika* a nié toute implication dans des activités politiques, toutefois, la police a fait une descente dans ses bureaux à Dacca. L'un de ses responsables, Abdur Rob, a été arrêté le 20 avril. La police l'a présenté devant une instance judiciaire au bout de trois jours, soutenant qu'il avait « avoué » que l'ONG prenait part à de telles activités. Lors de l'audience, Abdur Rob est revenu sur ses déclarations, affirmant que la police l'avait sauvagement torturé pour lui faire signer ces « aveux ». Il a néanmoins été inculpé de trahison. Amnesty International surveille la situation de cet homme.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

- dites-vous gravement préoccupé par l'arrestation de Qazi Faruque Ahmed et David William Biswas, responsables de *Proshika*, un centre de développement humain, qui sont actuellement détenus au secret ;
- priez instamment les autorités de veiller à ce que ces deux hommes ne soient en aucune circonstance torturés ou soumis à d'autres formes de traitements ou châtiments cruels, inhumains ou dégradants ;
- engagez-les à faire le nécessaire pour qu'il leur soit permis de s'entretenir avec leurs avocats, de recevoir la visite de leurs proches et de bénéficier de tous les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin ;

– appelez les autorités à faire en sorte que ces détenus bénéficient sans délai des garanties juridiques contre la détention arbitraire prévues par le droit bangladais et les normes internationales en matière de droits humains, notamment du droit d'être libéré sous caution s'il y a lieu.

APPELS À :

Première ministre :

Prime Minister Begum Khaleda Zia
Office of the Prime Minister
Gona Bhaban, Old Sangsad Bhaban, Tejgaon
Dhaka, Bangladesh

Télégrammes : Prime Minister, Dhaka, Bangladesh

Fax : +880 2 8113244 / 8113243 / 9133722 / 8111015

Télex : 672802 PSEC BJ / 632220 RAPA BJ / 672803 PM
SEC BJ

Courriers électroniques : pm@pmobd.org,
psecretary@pmobd.org, presssecy@pmobd.org,
pmo@pmobd.org

Formule d'appel : *Dear Prime Minister*, / Madame la
Première Ministre,

Ministre de l'Intérieur :

Md. Lutfuzzaman Babar
State Minister for Home Affairs
Ministry of Home Affairs
Bangladesh Secretariat

Building 4

Dhaka

Bangladesh

Télégrammes : Minister of Home Affairs, Dhaka,
Bangladesh

Fax : +880 2 861 9667

Formule d'appel : *Dear Minister of State*, / Monsieur le
Ministre,

COPIES aux représentants diplomatiques du Bangladesh dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 5 JUILLET 2004, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*